

## **COMMISSIONS ET GROUPES DE TRAVAIL DE CGLU**

### **COMMISSION D'INCLUSION SOCIALE, DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET DROITS HUMAINS**

#### **Communiqué de presse - 1ère Rencontre Mondiale des Pouvoirs Locaux pour le Droit à la Ville**

### **CIRCULAIRE 62**

Cher-e-s membres,

La Commission d'Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains de CGLU et la communauté d'agglomération de Plaine Commune, conjointement avec les villes de Saint-Denis et d'Aubervilliers (France), ont organisé les 11 et 12 décembre 2012 la *1ère Rencontre Mondiale des Pouvoirs Locaux pour le Droit à la Ville*. L'événement a été une authentique plateforme mondiale d'échange d'expériences entre représentant-e-s de gouvernements locaux, membres de réseaux internationaux de mouvements sociaux et expert-e-s dans le domaine des droits humains.

La rencontre a totalisée environ 200 inscrit-e-s et 40 intervenant-e-s de 16 pays différents, concrètement d'Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Burundi, Canada, Corée du Sud, Slovénie, Espagne, États-Unis, France, Mexique, Pays-Bas, Portugal, Sénégal et Suisse.

Le sujet central à débat a été le droit à la ville, et à travers quelles politiques locales peut-on le ramener à la pratique. Les expériences et les initiatives présentées ont été très variées et ont tourné, entre d'autres questions, autour du droit à l'éducation, au logement, à la santé, à la non-discrimination, à l'accessibilité physique, aux services de base et à l'emploi. De même, ont eu lieu des observations autour du moyen d'inspirer les collectivités locales pour qu'elles conçoivent ses politiques publiques à partir de réflexions qui découlent des droits humains et aussi pour mettre en œuvre des mécanismes de garantie au niveau local.

D'autre part, on a souligné la nécessité de construire des alliances stratégiques entre les gouvernements locaux, la société civile et les mouvements sociaux pour faire face de manière conjointe aux défis que nos villes affrontent. Dans ce sens, tant les représentant-e-s politiques, comme les représentant-e-s des mouvements sociaux présent-e-s dans la rencontre ont signalé la nécessité d'unir leurs efforts afin de transformer le droit à la ville en un véritable pilier des politiques publiques locales, passant ainsi de l'étape diagnostic à l'étape exécution.

Avec cette volonté, a été discutée la manière d'avancer dans la mise en œuvre de la *Charte-Agenda Mondiale des Droits de l'Homme dans la Cité* et de la *Charte Européenne des Droits de l'Homme dans la Ville*. Par rapport à ces deux instruments, il faut rappeler que l'adoption, de la part de CGLU, de la *Charte-agenda* a motivé le changement de cap qui a marqué la rencontre de Saint-Denis, changement avec lequel la portée de la conférence a passée de l'europpéen - centré sur la *Charte Européenne des Droits de l'Homme dans la Ville* – à une portée internationale, qui prend comme objet de discussion non seulement la *Charte Européenne*, mais aussi la *Charte-Agenda Mondiale des Droits de l'Homme dans la Ville*, ainsi que d'autres chartes municipales adoptées par des villes comme Montréal (Canada), Mexico D.F. (Mexique), Gwangju (Corée du Sud) ou Vienne (Autriche).

La 1ère Rencontre Mondiale des Pouvoirs Locaux pour le Droit à la Ville a abouti avec l'adoption et la lecture d'une déclaration finale qui reflète la volonté des participant-e-s à la rencontre et la Commission d'Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) de continuer à travailler pour que le droit à la ville devient une réalité dans nos villes et métropoles. À cet effet, on reconnaît la nécessité que les gouvernements locaux adoptent certaines politiques publiques, mais aussi que la communauté internationale reconnaisse le rôle des villes dans la sauvegarde des droits humains et du droit à la ville, de même que reconnaître CGLU comme interlocuteur privilégié pour tout ce qui est relatif aux questions urbaines.

**Veillez trouver ci-dessous la déclaration finale de la Rencontre, le programme et la liste des participant-e-s.**

- [Déclaration finale](#)
- [Programme](#)
- [Liste des participant-e-s](#)

Si vous avez des commentaires au sujet de la nouvelle page web de la Commission, n'hésitez pas à nous en faire part, par e-mail au ([cisd1@uclg.org](mailto:cisd1@uclg.org)) ou par téléphone au (+34 933 428 770).

Finalement, nous profitons de cette opportunité pour vous inviter à suivre les dernières informations de la Commission sur **Facebook** et **Twitter**.

Nous vous souhaitons une excellente navigation !

Bien cordialement,

**Le Secrétariat mondial,**

au nom de la Commission d'inclusion sociale,  
de démocratie participative et des droits humains de CGLU